**GROUPEMENT REGIONAL ECONOMIQUE
DES VALLEES DE L'OURTHE ET DE L'AMBLEVE**

(asbl GREOA)

COMMUNE D'OUFFET

PROGRAMME COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT RURAL

Procès-verbal de la CLDR

Du 26 janvier 2016 à 20h00

(Salle du Conseil comunal – rue du village 3 à 4590 Ouffet)

Représentation	Effectifs	Suppléants
<u>Géographique</u> Ouffet Warzée Ellemelle	MARCHAL Martine VAN SULL Philippe GROSFILS Francis	JANSSEN Paulette (excusée) JADIN Benoît (excusé) GALLOY Ludivine
<u>Politique</u> EC EC EC EC	CASSART Caroline (excusée) LARDOT René WAUTELET Paul FROIDBISE Francis(excusé)	DECROUPETTE Noëlle SERVAIS Emilie GIELEN Marc-Antoine JOLY Brice
<u>Groupe d'âge</u> 30 ans et moins 30 à 50 ans + 50 ans	TAENS Guillaume GILON Corinne THIRION Jean-Claude	MAROTTA Justine D'HEUR Astrid DEFRERE Marcel
<u>Associatif et autres</u>	TRINE Jean-Marie DEFECHEREUX Marie-Louise KALBUSCH Xavier SEIDEL Marie-Cécile SERVAIS Valentine LEGRAND Jean-Pierre (excusé) LAWALREE Geneviève (excusée)	RUTHY Philippe WALHIN Freddy LIZEN Jean-Marie GODBILLE Géraldine WAUTELET Fanny (excusée) BAUDOIN Joseph RENAVILLE Gérald

Agent de développement du GREOA : Gilis Marie-Françoise
SPW-Développement rural (DGO3) : Madame Franck, excusée

Cette réunion de la commission a pour objet le projet d'aménagement de la Tour de Justice dans le cadre de l'appel à projet de la mesure 7.4 du PwDR 2014-2020. Cet appel à projet a déjà été évoqué lors de la précédente réunion de la CLDR, l'objectif de cette réunion est de permettre aux membres de proposer des idées et de mettre en place un comité d'accompagnement/Groupe de Travail pour le projet PwDR « Tour de Justice ». Etant donné les délais pour introduire le dossier, cette réunion a

été convoquée rapidement et sera uniquement consacrée à ce projet. Une réunion sera organisée en mars pour présenter ce dossier finalisé et faire le point sur les autres projets.

Dans un premier temps, l'appel à projet est rappelé aux membres de la CLDR. Le Programme wallon de Développement Rural (PwDR) 2014-2020 propose tout une série de mesures qui s'adressent à différents acteurs du monde rural dont les agriculteurs mais également les TPE/PME, les communes, les maisons du tourisme, les Groupes d'Action Locale, etc. Le PwDR 2014-2020 ainsi que les différentes mesures sont consultables sur le site <http://agriculture.wallonie.be/pwdr>. La mesure 7.4 « Investissement dans des services de base à la population rurale » est une mesure qui vise l'équipement des villages ou communes en espaces multifonctionnels, modulables et polyvalents, permettant d'accueillir des activités multiples de type socio-récréatives, culturelles et/ou de services qui rencontrent un intérêt de service public. L'implantation de ces infrastructures sera réalisée par les pouvoirs publics locaux dans un contexte participatif et citoyen tout en reposant sur une analyse AFOM du territoire concerné, afin de renforcer l'objectif d'inclusion sociale.

Les dossiers de candidature doivent être introduits via un formulaire en ligne avant le 15 février 2016. Les projets retenus pour un cofinancement FEADER doivent être dans un PCDR en cours de validité ou dans un PST ou un Plan qualité approuvés et qui sont ainsi compatibles avec la stratégie locale de développement. Les projets doivent être multifonctionnels et polyvalents, c'est-à-dire que ces espaces devront accueillir au moins une activité dans 3 des secteurs suivants: socio-récréatif, culturel, services et promotion des ressources locales. Les projets ne doivent pas dépasser 600 m² de surface construite et doivent répondre aux besoins de la population du ou des villages concernés. Les dépenses éligibles se composent des montants nécessaires pour la construction, l'acquisition ou la rénovation de biens immeubles de même que pour l'achat d'équipements neufs. Elles comprennent également les frais généraux liés aux investissements précités (frais d'honoraires d'architecte, d'études de sol et de conseils en matière de durabilité environnementale) mais sont plafonnés à 12% des coûts d'investissements éligibles du projet. L'intervention publique représente 80% des coûts éligibles réellement engagés et payés.

Les projets seront évalués selon trois critères :

- La pertinence du projet : des besoins et de la population ciblée, des activités et services proposés, de la dynamique et gestion du projet, du programme des travaux et de la localisation géographique;
- L'efficacité du projet : économie d'échelle, modularité et polyvalence, accessibilité et confort, caractère durable en matière de gestion de l'énergie, des déchets, de l'eau, transversalité, complémentarité par rapport aux plans et programme de la commune;
- La faisabilité du projet : état des contraintes et avancement de l'étude technique ainsi que calendrier.

Dans le cadre de cet appel à projets, il avait été convenu lors de la précédente réunion de la CLDR d'introduire un dossier pour l'aménagement de la Tour de Justice. Le principal problème dans ce dossier est la limitation de l'intervention à 600 m² ce qui ne permet pas d'aménager plus de deux étages. Selon les premières estimations, la limite des 600 m² serait légèrement dépassée.

Madame Lardot rappelle ce qui a déjà été proposé en matière d'occupation des locaux :

- Au rez-de-chaussée : borne d'information pour les touristes, un local de réunion dans la salle voutée, les sanitaires.
- Niveau intermédiaire : salle de concert et bar
- Espace d'exposition dans l'escalier
- Académie de peinture dans la salle au-dessus de la salle de concert.

Les membres de la CLDR sont consultés sur l'occupation des locaux. Outre les activités déjà existantes dans la Tour (Ouffet médiéval, vendredis de la Tour, club de moto, syndicat d'initiative, etc.), plusieurs nouvelles idées sont émises : cours de musique, ciné-club, club photo, foire aux livres, etc.

En matière d'accessibilité, il est convenu de proposer un ascenseur au milieu du hall pour accéder à la salle de concert et au local pour l'Académie des Ardennes. Un escalier de secours extérieur sera également prévu.

Madame Lardot indique que Pascal Legardeur, architecte à Ouffet, va actualiser l'estimation budgétaire. En outre, Monsieur Delhaye, architecte du SPW à la restauration du patrimoine est venu sur place pour conseiller la commune dans la restauration et un auditeur énergétique agréé UREBA va réaliser une étude du bâtiment et proposer une isolation et un système de chauffage adapté.

Au vu des délais pour introduire le dossier, il est proposé de créer un Groupe de Travail qui pourra se réunir rapidement pour collaborer à la rédaction du dossier. Deux membres de la CLDR proposent de faire partie de ce GT : Martine Marchal et Emilie Servais. Il est précisé que ce GT reste cependant ouvert à d'autres membres de la CLDR qui souhaiteraient le rejoindre.

Ce GT va poursuivre la réflexion sur l'occupation des différents locaux, la complémentarité avec les autres infrastructures, l'adéquation aux critères de sélection, etc.

La séance plénière est clôturée à 20h50. Elle est suivie par une première réunion du Groupe de Travail « Tour de Justice ».